

Un droit inaliénable

La décision de la Cour suprême représente un recul inimaginable pour les droits des femmes aux États-Unis. Le 24 juin 2022 restera comme une date funeste, le jour où fut remis en cause l'arrêt Roe v. Wade de 1973, qui consacrait le droit à l'avortement pour les Américaines.

Cette décision constitue, évidemment, un coup de tonnerre puisqu'elle intervient dans le pays qui se targue d'être un modèle de démocratie. Mais, elle intervient après une série d'alertes, déjà inquiétantes, pour le droit à l'avortement, venant en particulier des pays de l'Est de l'Europe.

Même si le contexte politique et institutionnel n'est pas le même en France, il faut que la Gauche affirme clairement son attachement à ce droit fondamental. Le groupe parlementaire macroniste propose de l'inscrire dans la Constitution ? Ça tombe bien puisque Luc Carvounas, député socialiste, avait déjà avancé cette proposition en 2019. À l'époque, les députés En marche n'avaient pas trouvé l'idée suffisamment pertinente pour la soutenir.

Dans un communiqué, signé par Mathilde Panot, présidente du groupe LFI, Boris Vallaud, président du groupe Socialistes et apparentés, Julien Bayou et Cyrielle Chatelain, co-présidents du groupe écologiste et André Chassaigne, président du groupe GDR, les député.e.s de la NUPES proposent « **le dépôt d'un texte commun à l'ensemble des groupes de l'Assemblée nationale qui le souhaitent pour protéger ce droit fondamental en l'inscrivant dans la Constitution dans les plus brefs délais** ».



L'arrêt de la Cour suprême américaine constitue un message très clair pour tous les adversaires de l'avortement qui peuvent ainsi croire qu'il est possible de revenir sur ce droit acquis chèrement par les femmes. Cet arrêt ne va empêcher aucun avortement. Il va juste, en permettant à certains États de l'interdire, obliger les femmes qui en ont les moyens, à se rendre dans d'autres États ou, pour celles qui ne le peuvent pas, à avoir recours à des méthodes clandestines mettant leur vie en danger.

En France, chaque année 230 000 femmes ont recours à une IVG. Elles doivent continuer à pouvoir le faire en toute sécurité.

Face aux tenants de l'hypocrisie qui nient le droit des femmes à disposer de leur corps, il faut sans cesse rappeler que la France ne transigera pas. Cela passe donc par son inscription dans la Constitution mais aussi, comme l'a proposé Olivier Faure, par l'entrée au Panthéon de Gisèle Halimi, grande figure de la lutte pour les droits des femmes.



1400^e!

Vous lisez aujourd'hui le 1400^e numéro de *Cap Finistère*. Un hebdomadaire qui a connu, depuis septembre 1992, toutes les configurations politiques possibles : le PS majoritaire et dominant ou le PS dans l'opposition, voire au bord de la disparition.

Avec la Nouvelle Union Populaire, Écologique et Sociale (NUPES), nous écrivons un nouveau chapitre de l'Histoire de la Gauche et *Cap Finistère* va, naturellement, accompagner ce mouvement et s'adapter à cette nouvelle donne. Celle d'un Parti Socialiste, partie prenante d'une nouvelle union au sein de laquelle il doit trouver sa place. Comme à chaque fois, nous allons chercher à trouver le ton juste pour vous informer et à donner la parole aux Socialistes du Finistère, mais aussi à nos partenaires.

Notre hebdomadaire doit être un point de rencontre entre toutes les forces de Gauche et écologistes, un lieu d'informations et de débats pour apprendre à mieux nous connaître.

PS29

Faire vivre le PS dans la NUPES

Ingrid de Ploéven, Marie et Frédéric de Châteaulin, Sébastien et Didier de Guipavas, Axel et Maxime de Plougastel-Daoulas... Il y avait bien longtemps qu'autant de nouveaux adhérents, n'avaient assisté aux travaux du Conseil fédéral, qui, samedi matin, s'est réuni à Châteaulin, au cœur de la circonscription de la nouvelle députée, Mélanie Thomin.



« Il faut maintenant préparer la suite »

« **N**ous devons prendre le temps d'analyser ce qui vient de se passer », a insisté la présidente du Conseil fédéral, Florence Crom. Car l'ensemble du paysage politique français a totalement été modifié depuis le dernier Conseil fédéral, qui s'était tenu le 7 mai, quelques jours après la signature de l'accord électoral de la Nouvelle Union Populaire, Écologique et Sociale (NUPES).

Les objectifs assignés à cet accord ont-ils été atteints ? Pour Tristan Foveau, la réponse est **« oui, avec toutes les limites que comporte cet accord et ses résultats qui sont parfois décevants »**.

D'abord, compte tenu du rapport de force à Gauche à l'issue du premier tour de la Présidentielle, cet accord était le seul possible. Il devait permettre de sauver le groupe socialiste à l'Assemblée. C'est chose faite. Il devait permettre de limiter l'influence du RN en permettant à un ou une candidat.e de Gauche d'accéder au second tour et il a, en partie, réalisé cet objectif. Enfin, il marquait, de manière claire, l'engagement du Parti Socialiste dans le camp de la Gauche.

Élue moins d'une semaine avant, Mélanie Thomin, seule députée de Gauche dans le Finistère, a livré ses premières impressions de parlementaire.

Animatrice de la 6^e circonscription, la nouvelle députée a pris ses responsabilités

lorsque, dans l'accord national passé au sein de la NUPES, la 6^e circonscription a été attribuée au PS. **« Nous avons envisagé toutes les possibilités, mais j'ai relevé le défi, puisque c'était aux Socialistes de mener campagne, face à Richard Ferrand. »**

Avec l'ensemble des forces de la NUPES, la candidate a engagé une campagne joyeuse contrastant fortement avec celle, particulièrement triste et sans entrain, de son principal adversaire. On connaît la suite : un millier de voix de différence seulement au soir du premier tour et une montée en puissance dans la semaine qui a suivi avec un débat télévisé réussi et une dynamique sur l'ensemble de la circonscription.

« Les Législatives sont une élection nationale et non locale. »

« **Le nouveau paysage politique français est totalement inédit et surtout était absolument inimaginable il y a à peine quelques mois** », a rappelé Olivier Galiana. Dans une première analyse, le secrétaire fédéral aux Élections a mis en avant quelques éléments dont il faudra tenir compte à l'avenir. À commencer par l'abstention qui est devenue majoritaire dans le pays. **« Il est donc temps de s'attaquer réellement à ce phénomène, d'abord en créant de l'envie et du désir. »**

Autre leçon à tirer des Législatives : les étiquettes l'emportent très largement sur les implantations locales. Les Législatives sont donc des élections nationales et non locales. La soixantaine de dissidents socialistes ne rassemblent, en moyenne, que 8,97 % des voix.

La percée du RN constitue une alerte sérieuse. Et sans l'Union de la Gauche, l'Extrême-droite aurait pu avoir bien plus de 89 députés. En Bretagne, fort heureusement, ses candidats ne parviennent pas à se qualifier pour le second tour. Mais jusqu'à quand ?

Avec 131 élus, la NUPES devient la principale force d'opposition au gouvernement. Mais, même si le nombre de député.e.s de Gauche est multiplié par deux, **« l'Union de la Gauche se heurte toujours à un plafond implacable qui l'empêche d'obtenir les 35 % nécessaires au premier tour pour enclencher une dynamique au second. »**

La NUPES est désormais le cadre du développement du Parti Socialiste. Pour les adhérents, il va donc falloir apprendre à militer avec nos partenaires. Si pour certains, comme les communistes, des habitudes de travail avaient déjà été prises, il n'en va pas totalement de même avec les Écologistes et en encore moins avec les Insoumis.

Dans les circonscriptions, cependant, des habitudes ont été prises. Mais, il va falloir, collectivement, tirer les leçons de ce scrutin pour affiner les choix des candidat.e.s en tenant compte de toutes les spécificités locales.

« Maintenant, il faut se préparer à la suite », a prévenu Tristan Foveau. **« Notre pays va connaître des temps difficiles dans les prochains mois sur le plan économique et social avec la flambée des coûts énergétiques, des matières premières et des produits de première nécessité qui devraient alimenter l'inflation et les problèmes de pouvoir d'achat au quotidien. »**



« Nous avons mené une campagne joyeuse »

Il va donc falloir se préparer dès maintenant. Ça suppose de poursuivre, d'approfondir et d'élargir le rassemblement de la Gauche, qui est notre talisman et qui est la condition de nos victoires futures.

Cela suppose que notre parti joue pleinement son rôle dans la formulation de propositions concrètes, dans la sélection de nos éventuels futurs candidats. Cela suppose également la structuration de nos relations avec nos partenaires pour être en situation le jour venu de nous imposer dans la répartition des circonscriptions. Et cela suppose, enfin, de faire l'analyse objective, lucide, des endroits où la configuration des candidatures d'union aurait pu être différente et permettre de l'emporter. »

Être socialiste aujourd'hui

Quel rôle doit jouer le Parti Socialiste au sein de la Nouvelle Union Populaire Écologique et Sociale ? C'est la question à laquelle les Socialistes vont devoir répondre dans les semaines qui viennent.

À u Conseil national qui s'est tenu le 23 juin, Corinne Narassiguin et Sébastien Vincini ont annoncé la feuille de route du Parti Socialiste jusqu'à l'automne.

« Nous allons poursuivre un double objectif », a précisé la secrétaire nationale à la Coordination : comment rester fidèles aux valeurs socialistes tout en renforçant le PS ? Très rapidement, une campagne d'adhésions sera lancée pour inviter les sympathisants, mais aussi d'anciens adhérents à rejoindre le Parti Socialiste qui s'inscrit désormais dans le cadre de la NUPES. Cette campagne devra amplifier un mouvement déjà perceptible dans les sections qui accueillent de

nouveaux adhérents. Dès à présent, un intergroupe a été mis en place et un groupe de coordination, rassemblant des représentants de toutes les formations qui compose la NUPES, se réunit chaque semaine. Sans compter le Parlement de l'Union qui rassemble, à la fois, des représentants des formations politiques, d'associations ou de syndicats, mais aussi des intellectuels ou des artistes.

Le Campus 2022, qui se tiendra

à Blois le dernier week-end d'août, sera le premier moment de réflexion collective. « Les débats s'articuleront autour de trois questions », a annoncé Sébastien Vincini : « Que signifie être socialiste aujourd'hui, agir en socialiste dans les territoires et de quel parti rêvons-nous ? ». Ce campus 2022 abordera donc des aspects théoriques, mais aussi pratiques, afin de trouver les meilleures solutions pour développer le PS dans le nouveau contexte politique issu de la séquence électorale de la Présidentielle et des Législatives.

À la rentrée, un Conseil national fixera les modalités du congrès qui se tiendra à l'automne. Il sera, bien sûr, précédé d'une phase de publication et de débats autour de contributions thématiques et générales. « La parole doit être la plus libre possible, nous ne devons rien nous interdire », a insisté Sébastien Vincini.

Informations et inscriptions pour le campus 2022 de Blois : <https://blois2022.fr>



Rendez-vous à Blois, fin août

CIVAM : incompréhensible et scandaleux !

Depuis plusieurs semaines, les conseillers départementaux sont alertés sur la situation du CIVAM (Centre d'Initiatives pour la Valorisation et l'Aménagement du Milieu rural). La remise en cause brutale de la subvention du Conseil départemental fragilise et menace la pérennité de cette association, basée à Brasparts, qui s'est fixé pour objectif de façonner un espace rural durable.

Depuis 25 ans, le CIVAM du Finistère intervient pour accompagner les agricultrices et les agriculteurs. Il apporte une aide sous forme de formation, mais permet aussi des échanges de bonnes pratiques, dans le domaine de l'agronomie mais aussi de la commercialisation des productions. Il s'inscrit dans le réseau national des CIVAM, lancé dans les années 50 dans le Sud-Ouest et emploie, aujourd'hui, quatre salariés.

Dans un communiqué commun, publié le 25 juin, les trois groupes d'opposition au Conseil départemental (Finistère et solidaires, Finistère d'avenir et Groupe Autonomie et régionalisme) ont dénoncé les menaces que la décision du Conseil départemental fait peser sur le CIVAM. « Cette association est engagée depuis plus de deux décennies dans la formation et l'accompagnement des futurs paysans et de celles et ceux déjà en activité. Alors que l'alimentation préoccupe

de plus en plus de citoyens, alors que l'on doit trouver des mécanismes pour établir un revenu juste des agriculteurs, alors que la spéculation sur les denrées alimentaires va bon train, c'est ce moment que le président du Conseil départemental et son équipe ont choisi pour diminuer puis arrêter le soutien du Département à l'un des réseaux associatifs agricoles le plus reconnu dans le Finistère. Incompréhensible et scandaleux ! », s'indignent les élu.e.s d'opposition.

Les 26 conseillers départementaux d'opposition demandent, par conséquent, au président du Conseil départemental de convoquer une réunion en urgence sur la situation du CIVAM et d'organiser une présentation de son activité aux 54 conseillers départementaux.

De son côté, le CIVAM a demandé une aide exceptionnelle à la Région.



Pour une agriculture durable

En savoir plus : <https://www.civam29.org>

Élus pour changer la vie

Jean-Paul Vermot



11 septembre
À partir de 12h00 :
barbecue de rentrée des
sections brestoises à
l'Auberge de jeunesse
du Moulin Blanc à Brest.

Nous voulons changer concrètement la vie des gens, nous explique Jean-Paul Vermot, maire de Morlaix et président de Morlaix Co.

Cap Finistère : Quel bilan tires-tu des Législatives ?

JPV : Il y a plusieurs niveaux de lecture. Pour Morlaix et le Trégor, la Gauche est majoritaire, puisque la NUPES rassemble 54% des voix dans la ville. Mais il y a une partie du Léon dans la circonscription et là on a vu l'électorat traditionnel de Droite se mobiliser pour la députée sortante. Le terme de renaissance, qu'ont adopté les macronistes, est très bien trouvé. Pour qu'il y ait renaissance, il faut qu'il y ait eu un décès constaté. Le ni-Droite/ni-Gauche a vécu et on assiste, aujourd'hui, tout simplement, à la renaissance de la Droite classique, telle qu'on l'a toujours connue dans le Nord-Finistère.

Incontestablement, la majorité municipale sort renforcée. Mais elle préfigurait déjà l'union de la Gauche, puisque s'y côtoient des élus socialistes, communistes de Génération.s et même un Insoumis. Je crois qu'il faut toujours rechercher l'union de la Gauche la plus large possible. Nous avons tous gardé nos spécificités, mais nous avons en commun la même ambition d'exercer le pouvoir pour vraiment améliorer la vie des gens et en priorité celle des plus modestes.

Cap Finistère : C'est précisément pour changer la vie des gens que Morlaix communauté a décidé d'instaurer la gratuité des transports publics.

JPV : Ça s'est fait progressivement. Nous avons d'abord instauré une tarification solidaire. Puis, nous avons, il y a un an, mis en place une navette gratuite à Morlaix. Pendant la crise du Covid nous avons instauré le dispositif « Le samedi c'est gratuit ». Le projet de territoire du pays de Morlaix repose sur deux piliers : la transition écologique et le social. Il est donc rapidement apparu que, si on voulait lier ces deux enjeux, il fallait intervenir sur les transports et réduire leur coût, tant pour les déplacements classiques que scolaires. Pour une famille avec deux enfants ça représente tout de même 342 euros. Je crois qu'avec cette décision nous répondons à la fois aux enjeux sociaux, écologiques mais aussi politiques. Nous apportons une solution et nous montrons que les élus peuvent améliorer très concrètement la vie quotidienne. C'est la meilleure réponse qu'on puisse apporter à ceux qui disent qu'il n'y a pas d'alternative et que voter ne sert à rien.

Cap Finistère : Morlaix accusait un grave retard en matière de démocratie participative.

JPV : On peut même dire qu'on partait pratiquement de zéro. Nous avons co-construit les comités de quartier et leurs périmètres. Nous avons envisagé de les calquer sur les limites des onze bureaux de vote et finalement, plus modestement, nous en avons créé quatre.

Il faut toujours prendre garde, lorsqu'on exerce des responsabilités, à ne pas s'isoler, à ne pas se laisser happer par la technique. Il faut prévoir des temps pour aller à la rencontre des habitants pour les écouter et répondre à leurs attentes, mais aussi pour leur expliquer comment et pourquoi sont prises les décisions.

Cap Finistère : Deux ans après, où en est le dossier Hop ! ?

JPV : Nous ne sommes pas encore parvenus à retrouver le même niveau d'activité mais nous avons progressé et nous continuons, en lien avec la Région Bretagne, à chercher des partenaires. La partie formation et simulateurs de vols a été reprise par la société Greenfield Aviation Services qui envisage même d'investir dans de nouveaux appareils. Il y a donc actuellement 70 postes sur le site, mais il reste toujours à trouver une solution pour la partie maintenance des appareils. Morlaix communauté y travaille, en lien avec la Région et nous avons bon espoir. La présence du centre de formation pour les mécaniciens aériens est un atout non négligeable.

Cap Finistère : As-tu noté un changement de la politique du Département, depuis le changement de majorité ?

JPV : Une sérieuse inflexion et surtout une complexification. Difficile de s'y retrouver entre les interventions du volet 1, du volet 2 ou du volet 3. Nous nous étions donné la peine, à Morlaix Co de nous mettre d'accord sur des projets et nous ne retrouvons pas notre proposition prise en compte.

Cap Finistère : D'importants investissements, en particulier pour le logement, sont pourtant nécessaires.

JPV : Bien sûr, nous connaissons une tension très forte car nous attirons de nouveaux habitants, dans tout le pays de Morlaix. Nous avons de gros travaux de rénovation, mais aussi de construction, à financer. Nous appartenons à l'espace métropolitain bresto. La ligne TER Brest/Morlaix est la deuxième de Bretagne. Nous allons donc, logiquement, nous tourner vers la SEMPI qui est, à notre avis, l'outil le plus efficace pour porter ces projets.

Cap Finistère

Le Breton Socialiste

CPPAP 1222 P 11428
N° 1400 - Vendredi 1^{er} juillet 2022
www.ps29.bzh - cap-finistere@wanadoo.fr
26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER
Tél. 02 98 53 20 22

Directeur de la publication :
Yves FORMENTIN-MORY
Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON
Tél. 02 98 43 44 39
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère
Tél. 02 98 43 11 44

S'abonner

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

Abonnement numérique

..... @

Tarifs pour l'année
Adhérents : 25 euros
Non adhérents : 35 euros

Chèque à l'ordre de :
ADFFFP

